LE 5 OCTOBRE 1988

des clans

L'été 1988 aussi s'est caractérisé par la démission du pouvoir. Tandis que de nombreux secteurs étaient en grève et que les Algériens souffraient de pénurie chronique de produits alimentaires, ni le président de la République, ni aucun ministre ne semblait être à son poste.

Ce n'est que le 19 septembre que le président de la République a fait sa rentrée dans le contexte explosif de la société algérienne dubitative et celui d'un congrès du FLN qui promettait de se tenir à couteaux tirés entre les deux courants.

Dans son discours d'ouverture du congrès, davantage destiné aux Algériens qu'aux militants du FLN, le président adoptait le ton d'un opposant qui appelle à la révolte, à la grande stupéfaction des observateurs.

Dès lors, un mot d'ordre de grève générale pour le mercredi 5 octobre est propagé par la rumeur. On ne savait pas d'où ça venait, ni qui en était l'émetteur, ni les mots d'ordre. Bref une rumeur, rien de plus, mais c'était ça aussi l'Algérie, des trompe-l'œil où tout passe par l'arrière-scène.

Le 4 octobre au soir, la veille du jour J, des faits curieux se sont produits. Les services de police et de renseignement de l'armée arrêtent des dizaines de militants, notamment du PAGS, à travers l'Algérie pour des troubles qui n'avaient pas encore eu lieu et dont ils ne savaient rien.

Dès les premières heures, beaucoup d'entre eux seront torturés. Signe de l'âpreté des luttes qui augurait aussi de la répression sanglante qui allait s'ensuivre. Le 4 octobre au soir aussi, répondant à une sorte d'injonction invisible, des jeunes chômeurs ont lancé les premières manifestations, notamment à Bab el Oued, l'un des quartiers les plus chauds d'Alger.

Mais jusque-là, hormis la torture subie par les militants arrêtés, ce qu'on ignorait encore, les militants étant toujours entre les griffes des tortionnaires, on pouvait comme l'avait fait sans peur et sans reproche un haut responsable, parler de «chahut de gamins».

Le lendemain 5 octobre, un mercredi, en se levant le matin, personne ne pouvait soupçonner que ce jour-là, le destin de l'Algérie allait basculer. Dans le meilleur d'abord, puis dans le pire.

Ce qui était notable à Alger ce jour-là, c'était l'absence de la police. Habituellement Alger est une ville assez policée. Au centre-ville, il y a plusieurs commissariats et des barrages à chaque carrefour.

On eût dit que quelqu'un avait donné l'ordre aux policiers de s'absenter pour laisser libre le champ à l'émeute et à la casse. C'est ce qui allait se passer.

Vers les 11 heures, des groupes de jeunes ont envahi les rues. Des collégiens et des lycéens d'abord, encombrés par leur cartable, n'ayant aucun mot d'ordre à clamer et ne sachant même pas à l'appel de qui ils étaient là.

J'en ai interrogé quelques-uns in situ le jour-même et personne n'a été capable de me répondre. Qui ? Quoi ? Comment ? Rien. On est là, c'est tout. C'est ce que disaient ces jeunes.

Puis petit à petit les manifestants ont été infiltrés par des adultes qui ont déclenché le processus de casse et de saccage qui allait faire de l'Algérie presque un champ de ruines et de sang.

Très vite tous les quartiers d'Alger vont s'embraser. Les jeunes des quartiers populaires font le coup de poing, soit chez eux, soit au centre-ville. Les grandes villes algériennes sont touchées par le même phénomène. Lorsque quelques heures plus tard, les policiers regagnent leur poste, c'était trop tard. L'Algérie était entre les mains des émeutiers.

Qui étaient les émeutiers ?

Abed Charef, un journaliste qui a écrit à chaud un livre sur Octobre 1988 dresse un portrait-robot du manifestant d'Octobre : «Il a entre 15 et 20 ans, il est lycéen ou collégien mais de préférence chômeur, c'est-à-dire récemment exclu du système scolaire. Il n'a pas de formation particulière. Il n'a pas encore accompli son service national. Il habite dans un appartement exigu d'un quartier populaire, au milieu d'une famille nombreuse. Il a peu de perspective de trouver un travail dans l'immédiat. Il est supporter d'une équipe de football.»

On peut remarquer que si les manifestants n'avaient pas de slogans politiques et ne portaient pas de banderole, les quelques phrases qu'ils criaient l'étaient sur la tonalité des stades de foot.

Le journaliste ajoute, dans le portrait du manifestant : «N'a aucune formation politique», «se situe en dehors de tout système», «n'a aucun lien avec une association», «organisation ou parti de la jeunesse» «il est livré à lui-même», subit continuellement les abus, etc.

A partir du 5 au soir, les manifestants échappaient au pouvoir et aux manifestants eux-mêmes. On comptait de nombreux blessés et de nombreuses arrestations.

Si tant est, comme on l'a dit, et comme cela est vraisemblable, que les événements ont été fomentés par le clan Chadli pour nuire au clan adverse, il était évident que le cours des événements était en train de lui échapper.

Les émeutiers ont cassé ce qui symbolise l'Etat : ministères, commissariats de police, mairies, etc.

Mais aussi ce qui symbolise la pénurie et le piston dans la distribution des produits : le Souk el Fellah, les Supermarchés, etc.

Les premiers morts, ce sera le 6 au soir : «Madame Nabila Bouzidi, médecin, était ce 6 au soir de garde dans un hôpital près d'El Biar (Alger) lorsqu'on lui ramène les corps des deux premiers morts d'Octobre 1988. Il s'agit de deux de ses neveux qu'elle découvre... Riad Bouzidi, 14 ans, et son frère, Nadim, 22 ans, tués par un chef de char dont l'engin est tombé en panne et qui a tiré sur les manifestants pour se dégager selon la version officielle.»

L'état de siège était déjà décrété. L'Algérie est envahie par les chars et les troupes d'élite. Les manifestations vont dégénérer dès le lendemain puisque des tireurs inconnus infiltrent la protestation et provoquent les tirs en retour des militaires, accréditant le règlement de comptes.

500 morts, des milliers de blessés, des centaines de torturés, et un traumatisme général.

Ces événements ont conduit à situer qui est qui et mettre à bas le mythe de la fraternité (frères). A une révision de la Constitution qui a mis fin au parti unique. A provoquer une effervescence démocratique dont des acquis durables comme la liberté de la presse et le multipartisme, même dans des conditions limitées. A mettre en place le décor pour la longue nuit sanglante qui allait suivre.

Et c'est en cela aussi qu'Octobre 1988 est une fêlure.

A. M.

Algérie ou l'errance vers le pire

Photo : New Press

Que reste-t-il d'Octobre 1988, hormis les tièdes commémorations de la journée du 5 ? Le souvenir ténu d'un soulèvement populaire, d'un cri de colère réprimé dans le sang d'une jeunesse révoltée contre l'ordre établi, le sentiment d'une révolution inachevée, récupérée, détournée par un système qui encore se perpétue dans l'obsolescence. Mais aussi le souffle qui guide les luttes actuelles.

Sofiane Aït Iflis - Alger - (Le Soir) - Peu ou trop de choses ont été dites sur les origines du soulèvement populaire d'Octobre 1988. Pour certains, les manifestations qui ébranlèrent le pays en cette journée du 5 et les jours d'après sont manipulées. Pour d'autres, elles étaient l'expression d'un ras-le-bol généralisé ayant culminé en une explosion spontanée. Il y aurait peut-être un peu des deux. C'est à l'Histoire d'établir son verdict, d'en apporter les éclairages. Il y a encore de l'espace pour le débat.

En revanche, l'implacable vérité est que, un quart de siècle plus tard, on est revenu à une situation anté. L'intermède, qui a vu la parole et l'espace se libérer, a été de courte durée, vite refermé. L'idéal démocratique entrevu alors est parti en lambeaux, quoique, incontestablement, à la solde de cette généreuse révolte deux acquis précieux sont à comptabiliser : les pluralismes politique et médiatique. Des acquis dont la sauvegarde fut de haute lutte, tant est que le système en a tant et tant tenté de les sabordер. Mais pour le reste, le retour en arrière fut inexorable.

L'Algérie est passée du pouvoir du parti unique au pouvoir personnel, symbolisé aujourd'hui par Abdelaziz Bouteflika qui, en novembre 2008, révisa la Constitution pour introduire, à son propre profit, la présidence à vie.

Les Algériens poursuivent, un quart de siècle après Octobre 1988, de livrer combat pour des minima démocratiques, fondamentalement pour réintroduire le principe de l'alternance au pouvoir. Un principe institué par le Président Zeroual, en pleine tourmente sécuritaire, avant que son successeur à la tête de l'Etat ne l'évacue pour s'ouvrir la voie devant une intronisation ad vitam aeternam.

La dynamique d'Octobre ne s'est pour autant pas brisée totalement sur les balises que le système a mises, la rente aidant, pour que rien ni personne ne viennent gêner sa régénérescence.

La commémoration du 25e anniversaire du soulèvement d'Octobre 1988 se place de fait dans une perspective de lutte contre la dérive vers le pire. Une lutte qui trouve tout son sens, du moment que, chez Bouteflika, est soupçonnée une velléité de se pérenniser de n'importe quelle manière à la tête de l'Etat, à travers une prolongation de mandat ou par une représentation pour un autre mandat de suite.

S. A. I.

Communiqué des familles des victimes

25 ans ! Un quart de siècle est déjà passé, les victimes de la répression sauvage du 5 Octobre 1988 ainsi que leurs ayants droit continuent d'être ignorés par les pouvoirs publics. Tandis que ces mêmes pouvoirs s'emploient à réhabiliter les terroristes égorgeurs, massacreurs, saboteurs, la mémoire des victimes innocentes tombées pendant le soulèvement historique d'Octobre 1988 est cadenassée dans les tiroirs poussiéreux de la caisse de Sécurité sociale des travailleurs.

Nous, victimes, familles des victimes d'Octobre 1988, appelons publiquement le Président de la République à réhabiliter moralement toutes les victimes et leurs ayants droit et demandons réparation en fonction des préjudices subis.

P/ Le Président
Hamou El Hadi Azouaou
«AVO» 88